

LC

PERSONNEL TERRITORIAL

PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE

**CONVENTION TRIENNALE CONCLUE AVEC
LE GROUPEMENT D'ENTRAIDE DES TERRITORIAUX
2024-2026**

Entre : La **VILLE de FLERS**, représentée par son Maire,
dûment autorisé par délibération n° 2023-540 du Conseil Municipal en date du 04.12.2023,

La **COMMUNAUTE d'AGGLOMERATION FLERS AGGLO**, représentée par son Président, dûment
autorisé par délibération n° 2023- du Conseil Communautaire en date 14.12.2023,

ci-après désignées « **les collectivités** »,

d'une part,

Et : **Le Groupement d'Entraide des Territoriaux (GET)**,
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, représenté par son Président, dûment autorisé par décision
des instances décisionnelles de l'association,

ci-après désigné « **le Groupement** »,

d'autre part,

SOMMAIRE

Article		OBJET	Page
Préambule			3
1		Objet	5
2		Principes de mise en œuvre	5
3		Personnels concernés	5
4		Objectifs	5
5		Engagements du Groupement	6
	5-1	La production des comptes	6
	5-2	L'accès aux prestations	6
	5-3	Les services aux adhérents	7
6		Engagements des collectivités	7
	6-1	Le financement	7
	6-2	Le fonctionnement	8
		6-2-1 Les locaux et les moyens matériels	8
		6-2-2 Les autorisations d'absence	8
		6-2-3 Les permanences	9
7		Date d'effet	9
8		Durée	9
9		Résiliation	9

PREAMBULE

Les prestations d'action sociale au bénéfice des fonctionnaires sont régies par les articles L731-1 à 733-2 du code général de la fonction publique (CGFP). Et notamment l'article L731-3 qui précise que Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, dont bénéficient les agents publics sont distinctes de la rémunération définie aux articles L. 712-1 et L. 713-1 et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir.

L'article L731-1 du CGFP précise que « l'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ».

D'autre part, l'article L733-1 du CGFP, dispose : « L'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics y compris ceux mentionnés à l'article L. 5 peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents publics à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. ».

Précisons qu'il est par contre prévu que les prestations à caractère familial, applicables à la fonction publique d'Etat et étendues, selon le principe de parité, au bénéfice des agents des collectivités territoriales, ne relèvent pas du domaine d'intervention de la convention à intervenir avec le Groupement dans la mesure où les collectivités en assurent elles-mêmes la gestion dans les conditions définies selon les modalités fixées par délibération de chaque assemblée.

Il résulte de ces dispositions trois principes, à savoir :

- Le caractère obligatoire de l'action sociale qui s'impose aux collectivités.
- La nécessité pour celles-ci d'inscrire au budget les crédits inhérents à la mise en place de l'action sociale
- La possibilité pour ces collectivités de choisir de confier la gestion de l'action sociale à différents organismes.

Depuis 1969, le Groupement d'Entraide des Territoriaux du Pays de Flers, dénommé actuellement groupement d'entraide des territoriaux (GET) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle propose diverses prestations au bénéfice des agents en activité ou à la retraite de la Ville de Flers. Elle a, lors de la création de la Communauté de Villes, transformée depuis en Communauté d'Agglomération, étendu son champ d'action aux agents des collectivités et structures territoriales situées dans le périmètre géographique de la Communauté, auxquelles s'ajoute son propre établissement public, le Centre Communal d'action sociale (depuis devenue sans objet du fait de la radiation des effectifs du CCAS du seul agent concerné au 1^{er} mai 2018).

Les statuts du Groupement précisent qu'il a pour but l'aide et l'assistance à ses membres, notamment sous les formes suivantes :

- Aide à l'adhérent et à sa famille dans la mesure de ses ressources
- Aide aux enfants (la rentrée scolaire)
- Organisation de fêtes et manifestations à caractère familial
- Organisation de voyages pour ses adhérents



A compter du 1^{er} janvier 2008, il a été acté, par délibérations respectives de la Ville de Flers, de son CCAS et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, de confier à cette association, à titre exclusif, la gestion de l'action sociale que chaque collectivité entendait mettre en œuvre. Cette proposition s'était concrétisée au travers d'une convention multipartite, qui organisait les modalités de ce partenariat.

En 2010, 2014 et 2015, trois avenants étaient venus compléter cette convention de base amenant diverses précisions notamment sur l'organisation des autorisations d'absences des membres du bureau et sur les modalités de versement de la subvention annuelle.

Puis en 2015, répondant aux nouvelles attentes de ses adhérents, l'association s'est engagée dans une démarche de consolidation de ses actions culturelles sportives et de loisirs en proposant des prestations diversifiées. La gestion d'une telle organisation nécessite un suivi administratif complexe qui incombait jusqu'à présent aux seuls bénévoles.

Par conséquent, il est apparu opportun d'inclure dans la subvention annuelle un accompagnement du groupement plus appuyé des collectivités sur le champ des activités culturelles sportives et de loisirs et sur la gestion associative. Ce concours institutionnel s'est trouvé traduit au travers d'une première convention triennale établie pour les années 2015-2017, renouvelée pour les années 2018-2020 et 2021 à 2023.

Maintenant, le présent document, également établi pour trois ans, permet de garantir la continuité des actions pouvant être mises en place de 2024 à 2026.

Notons enfin que cette convention triennale est conclue, comme la précédente, conjointement par toutes les collectivités appelées à confier la mission au Groupement puisque ce dernier ne peut traiter la question différemment d'une collectivité à une autre au regard de ses adhérents.

Les Comités Social territoriaux, convoqués le XXXXX, ont émis un avis quant à ce conventionnement.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1	OBJET
-----------	-------

Les collectivités confient par la présente la gestion des prestations d'action sociale en direction de leurs personnels au Groupement, conformément aux dispositions des articles L731-1 à L731-4 du code de la fonction publique, telles que détaillées ci-dessus.

ARTICLE 2	PRINCIPES DE MISE EN OEUVRE
-----------	-----------------------------

Le Groupement exerce la mission de gestion des prestations d'action sociale qui lui est confiée, telle que définie à l'article 1, dans le respect du principe d'autonomie et de liberté reconnu par la loi relative au contrat d'association.

Il en résulte que les collectivités n'interviennent pas dans le fonctionnement interne de l'association, ni dans la gestion et la mise en œuvre des prestations.

Toutefois, il est organisé une fois par an une réunion de bilan permettant un suivi dans l'exercice de la présente convention.

ARTICLE 3	PERSONNELS CONCERNES
-----------	----------------------

La mission de gestion des prestations d'action sociale confiée au Groupement concerne l'ensemble des agents **actifs** et **retraités** des collectivités, **adhérents** de l'association, dans les conditions prévues par les statuts de celle-ci.

Le bénéfice des prestations mises en œuvre par le Groupement suppose une participation obligatoire au travers de l'adhésion à l'association, et pourra impliquer une participation complémentaire et facultative du bénéficiaire à la dépense engagée. Celle-ci pourra tenir compte du revenu de l'intéressé, et le cas échéant, de sa situation familiale, en fonction des orientations définies par le Groupement, et sous réserve des dispositions propres à chaque prestation.

ARTICLE 4	OBJECTIFS
-----------	-----------

Au travers des prestations d'action sociale, les collectivités témoignent de leurs souhaits de :

- contribuer au bien-être de leurs agents en facilitant leurs conditions de vie, tant sur le plan professionnel que personnel,
- favoriser l'attractivité de leur territoire en proposant à leurs salariés une offre de prestations diversifiée,
- accueillir les nouveaux arrivants.
- renforcer les liens entre agents dans le cadre d'une action associative locale, garante d'une gestion et d'une solidarité de proximité,
- développer un sentiment d'appartenance à leurs organisations.

Ainsi, les prestations d'action sociale interviennent dans les domaines se rapportant, d'une part aux événements de la vie professionnelle et familiale, et d'autre part aux activités culturelles, sportives et de loisirs. Il s'ajoute un volet « gestion associative » assurant un accompagnement administratif des membres actifs dans leur mission associative.

Les activités sont définies librement par le Groupement dans ce cadre, et sous réserve du respect de l'enveloppe budgétaire allouée par les collectivités, telles que :

DOMAINES	TYPES D' ACTIONS (PRESTATIONS)
1- VIE PROFESSIONNELLE	Chèques restaurants (Réservés aux actifs)
	Au choix entre le titre restaurant ou le bon d'achat
	Médailles d'honneur régionale, départementale et communale
	Retraite
	Secours exceptionnel
2- FAMILLE	Mariages ou PACS
	Naissance(s) ou adoption(s)
	Aide en cas de décès en activité
	Rentrée scolaire (enfant de 4 à 16 ans)
	Bon d'achat (Au choix entre le titre restaurant ou le bon d'achat)
	Arbre de Noël (animation et jouets de 0 à 12 ans)
3- VIE ASSOCIATIVE	Activités culturelles sportives et de loisirs : Accès équipements, billetterie, voyages...
4- GESTION ASSOCIATIVE	Couverture assurances
	Suivi financier par un comptable agréé, et le cas échéant, par un commissaire aux comptes.

Le cas échéant, les collectivités peuvent solliciter la mise en place de certaines prestations en concertation avec le Groupement.

Il est expressément convenu que les prestations à caractère familial, applicables à la fonction publique d'Etat et étendues, selon le principe de parité, au bénéfice des agents des collectivités territoriales, ne relèvent pas du domaine d'intervention de la présente convention dans la mesure où les collectivités en assurent elles-mêmes la gestion dans les conditions définies selon les modalités fixées par délibération de chaque assemblée.

ARTICLE 5	ENGAGEMENTS DU GROUPEMENT
------------------	----------------------------------

5-1 LA PRODUCTION DES COMPTES

Le Groupement s'engage à présenter aux collectivités chaque année lors de la réunion de bilan :

- Un exemplaire des statuts déposés ou approuvés de l'association, s'ils ont été modifiés.
- Un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention allouée, qui devra être produit au plus tard dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- Les derniers comptes annuels certifiés.
- Un rapport d'activité. Dans la mesure où les statuts du Groupement lui confèrent un périmètre d'intervention intercommunal, ce document doit faire apparaître les actions engagées au profit des bénéficiaires relevant de chaque collectivité.

5-2 L'ACCES AUX PRESTATIONS

Le Groupement s'engage à accorder le bénéfice des prestations dès leur arrivée aux nouveaux agents à condition qu'ils adhèrent à l'association dans l'année de leur prise de fonctions.

Il pourra, s'il le souhaite, mettre en place un délai de carence, qui pourra être différent suivant la nature des prestations, dans tous les autres cas.

5-3 LES SERVICES AUX ADHERENTS

Le Groupement s'engage à mettre en œuvre toute l'information nécessaire sur son action auprès des adhérents, et sur les prestations auxquelles les intéressés peuvent prétendre. Pour cela :

- Il diffuse toutes les informations utiles auprès des intéressés. A cet égard, les collectivités permettent l'accès du Groupement au réseau professionnel de messagerie collective de manière raisonnable, dans le respect de règles élémentaires de bonne gestion informatique (identification de l'émetteur, de l'objet du message, poids raisonnable des documents joints...).
- Il tient des permanences pour les adhérents actifs et retraités dans ses locaux.
- il met en œuvre toutes les démarches permettant aux adhérents de bénéficier des prestations du comité, y compris sans être sollicités par les intéressés, dès lors qu'il connaît la situation des bénéficiaires et la possibilité d'octroi d'une prestation, notamment pour celles non soumises à conditions de ressources ou d'imposition.

Il assure sa mission dans le respect des principes de discrétion et de confidentialité.

ARTICLE 6	ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITES
-----------	-------------------------------

Article 6-1 – LE FINANCEMENT

Les collectivités s'engagent à assurer le financement des prestations d'action sociale confiées au Groupement par la voie d'une subvention annuelle.

a) Natures du financement des prestations du Groupement

Le montant des dépenses engagées pour la réalisation desdites prestations est composé de quatre parts distinctes.

La répartition des dépenses relatives aux prestations telles que prévues à l'article 4 figure de manière synthétique dans le tableau ci-dessous :

DOMAINES	TYPES D'ACTIONS (PRESTATIONS)	PRINCIPE DE FINANCEMENT	MODALITES PARTICIPATION COLLECTIVITES	POUR MEMOIRE REGLEMENT DES PRESTATIONS
1- VIE PROFESSIONNELLE	Chèques restaurants Réservés aux actifs. (au choix entre le titre restaurant ou le bon d'achat)	Participation <u>au trimestre</u> - de l'adhérent 55€ - de la collectivité : 2024 : 60€ 2025 : 65€ 2026 : 70€	Compensation intégrale au Groupement dans le cadre de la subvention annuelle	A l'exclusion des personnels soumis à une obligation de restauration sur site pour raison de service
	Médailles d'honneur régionale, départementale et communale	Versement par le Groupement		Argent : 130 € Vermeil : 180 € Or : 300 €
	Retraite			Part fixe : 200 € part variable = 4 € par année de cotisation à l'association
		Secours exceptionnel	Paiement par le groupement	Compensation totale ou partielle de la collectivité de l'agent si accord préalable de l'autorité administrative
2- FAMILLE	Mariage ou PACS	Versement par le Groupement	Compensation intégrale au Groupement dans le cadre de la subvention	110 €
	Naissance(s) ou adoption(s)			110 €
	Aide en cas de décès agent en			500 € versés au conjoint ou aux enfants

	activité		annuelle	fiscalement à charge
	Rentrée scolaire (enfant de 4 à 16 ans)			40 €
	Bon d'achat (au choix entre le titre restaurant ou le bon d'achat)			55 €
	Arbre de Noël (animation et jouets)			Jouet : 35 € Spectacle + dépenses d'organisation : 3 500 € maximum
3- VIE ASSOCIATIVE	Accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs	Païement par l'agent sur la base d'un tarif préférentiel négocié par le Groupement en contrepartie d'une participation de ce dernier	Prise en charge en partie par le Groupement sur ses ressources propres et Participation des collectivités	Participation globale de chaque collectivité à hauteur égale du montant des cotisations des adhérents relevant de leur autorité, dans la limite de 17 € par adhérent
	Voyages et sorties	Païement par le Groupement avec participation de l'agent		
4- GESTION ASSOCIATIVE	Assurances	Païement par le Groupement	Compensation intégrale au Groupement dans le cadre de la subvention annuelle	Participation de chaque collectivité au prorata des adhérents relevant de leur autorité
	Suivi financier par un comptable agréé			Participation conjointe et égale pour la Ville de Flers et Flers Agglo

b) Conditions d'attribution de la subvention annuelle des collectivités

La subvention est attribuée annuellement par les collectivités.

Comme précisé à l'article 2, les parties conviennent de se rapprocher chaque année afin d'examiner les éléments relatifs au calcul de la subvention annuelle. Ces éléments sont établis par le Groupement.

Les sommes arrêtées sont versées selon deux modes différenciés :

1. Pour les collectivités comptant plus de 50 agents affiliés au Groupement, le versement s'effectuera en deux fois, soit :
 - a. un premier acompte au cours du 1^{er} trimestre correspondant au 1/3 de la subvention
 - b. puis le solde avant le 30 juin de l'année.

Toutefois, il est précisé que si, au cours du premier trimestre, les assemblées n'ont pas déterminé le montant de la subvention annuelle attribuée au Groupement, la valeur de l'acompte est alors établi à hauteur de 25 % du montant de la subvention versée l'année précédente.
2. Pour les collectivités comptant de moins de 50 agents affiliés au Groupement, le versement s'effectue en une fois, au plus tard au 30 juin de l'année.

6-2 LE FONCTIONNEMENT

6-2-1 - LES LOCAUX ET LES MOYENS MATERIELS

Les collectivités s'engagent à mettre à disposition du Groupement les locaux et moyens matériels nécessaires à son fonctionnement.

Cette mise à disposition de locaux fera l'objet d'une convention particulière.

6-2-2 - LES AUTORISATIONS D'ABSENCE

Les collectivités s'engagent à favoriser l'exercice de la mission confiée au Groupement, notamment pour faire face et satisfaire aux besoins de gestion des membres dirigeants de l'association en activité professionnelle.

